

## **Salle de consommation : l'Académie de Pharmacie candidate aux municipales de Paris**

*Communiqué de presse du Réseau Français de Réduction des Risques, 7 mars 2014*

**Le 27 février dernier, l'Académie de pharmacie rendait un avis négatif sur les salles de consommation à moindre risque, qui marquera plus par la date de sa publication, dans la dernière ligne droite de l'élection municipale, que par la qualité de son analyse et sa richesse bibliographique.**

Reprenons quelques arguments de l'Académie :

Celle-ci avance que « certains pays comme la Suède ont supprimé les salles d'injection en raison de leurs résultats peu convaincants ». L'Académie, certainement pressée de rendre son avis, a du confondre avec un autre dispositif, car il n'y a jamais eu de salle de consommation en Suède ! Les pays (Suisse, Allemagne, Pays-Bas, Luxembourg, Espagne, Canada, Norvège, Australie, Danemark, Grèce) qui ont mis en place de tels dispositifs n'ont pour l'instant reculé. Bien au contraire, en 2014, il y aura de nouvelles salles de consommation au Danemark, au Luxembourg, en Espagne, et peut être en Belgique et au Canada. Ce qui a pu être appelé une fermeture de salle, au Pays Bas, correspond tout simplement au resserrement du dispositif qui en nécessitait moins, celles-ci ayant rempli leur rôle d'un meilleur accès au soin et ayant donc permis de diminuer le nombre d'usager dans la rue.

La même Académie continue en évoquant : « les rares études plutôt favorables à ce genre d'expérimentation concernent l'usage d'héroïne médicale et non celui de « drogues de la rue » ». Là encore, deux erreurs importantes dans la même phrase.

D'abord, même si la bibliographie jointe à l'avis de l'académie ne cite pas une seule étude sur les salles de consommation, elles sont pourtant nombreuses et répertoriées par l'expertise collective de l'Inserm sur la réduction des risques publiée en 2010. Pour la seule salle de Vancouver, plus de 60 études balayaient ses différents apports.

Ensuite, les salles de consommation à moindre risque sont très différentes des programmes d'héroïne médicalisée. Les salles de consommation sont des dispositifs de réduction des risques où les usagers apportent leur drogue acquise illicitement à l'extérieur. Elles offrent un « seuil adapté » pour mettre en contact le système de soin avec des usagers qui en sont exclus. Au contraire, dans les programmes d'héroïne médicalisée, l'héroïne est fournie par le programme, ce sont des dispositifs haut seuil, pour des personnes qui sont déjà dans le système de soin, mais en échec avec les solutions proposées (méthadone et buprénorphine). Certains pays conjuguent les deux approches (Suisse, Allemagne, Pays Bas), d'autres ont des salles de consommation mais pas de programme d'héroïne médicalisé (Espagne, Australie, Canada, Norvège).

Enfin, l'Académie avance le « nombre de centres de soins pour toxicomanes existant en France, avec 170 000 patients sous traitement substitutif » pour suggérer qu'il y a beaucoup de choses faites pour les usagers de drogues et que ces salles ne seraient pas nécessaire. Probablement la méconnaissance de ce dispositif empêche les Académiciens de nous donner le nombre exact de ces centres, et d'expliquer qu'ils reçoivent les malades alcooliques, addicts aux écrans, joueurs pathologiques, fumeurs de cannabis, et autres addictions aux jeux d'argent. Ils oublient également le rôle tenu par les médecins de ville et par les pharmaciens d'officines. Ils oublient surtout que les salles de consommation existent justement pour ceux qui ne sont pas dans le système de soin. Donner la possibilité aux usagers de drogue qui sont les plus exclus de se faire moins mal et de moins troubler

l'espace public, c'est leur donner la possibilité de prendre soin d'eux, et à terme d'entamer un parcours de soin. C'était un des arguments du rapport Inserm.

A lire son texte, l'Académie de Pharmacie ne voulait pas rendre un avis scientifique. L'argumentaire reprend point par point celui des opposants aux salles de consommation, et les communiqués victorieux à quelques heures d'intervalles, de la candidate UMP, puis du groupe UMP de Paris laissent une triste impression : la politique politicienne remplace un débat ouvert, pour un problème qui touche aux usages de drogues et la tranquillité des riverains. C'est tout simplement grave qu'une aussi vieille assemblée qui se veut respectable transforme un de ses avis en un mauvais tract électoral.

-- -- -- -- --

**Pierre Chappard**

Coordinateur du [Réseau Français de Réduction des Risques](#) et Président de [PsychoACTIF](#)

Tel : 06 63 55 65 54

Twitter : @psychoactif